

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21052 - 78ÈME ANNÉE

Journée internationale de la Paix célébrée à La Réunion

Mettre fin au racisme pour faire de la Paix une réalité

Le Mouvement Réunionnais pour la Paix, la Ligue des Droits de l'Homme, l'association Solidarité Réunion-Palestine et le Comité de Solidarité Chagos-La Réunion organisaient hier à Champ Fleuri, Saint-Denis, un rassemblement à l'occasion de la Journée internationale de la Paix. Le thème était : « Mettre fin au racisme. Bâtir la paix ».

Ce 21 septembre, la Journée internationale de la Paix a été célébrée à La Réunion. Le Mouvement Réunionnais pour la Paix, la Ligue des Droits de l'Homme, l'association Solidarité Réunion-Palestine et le Comité de Solidarité Chagos-La Réunion appelaient hier en fin d'après-midi à un rassemblement à Champ-Fleuri. Le thème cette année est la lutte contre le racisme. Des personnes venues de toute l'île avaient répondu à l'invitation. Parmi les participants, on notait la présence de délégations de plusieurs sections du PCR dont celles du Tampon, de Saint-Denis et de Sainte-Suzanne, ainsi que du député Philippe Naillet, de représentants d'association et de personnalités de la société civile.

Halte au traitement raciste des réfugiés

Cette célébration se tenait au moment où des réfugiés du Sri-Lanka étaient convoqués au tribunal tout proche. Accompagné par un important dispositif policier, ils sont venus demander l'asile pour échapper aux menaces qu'ils subissent dans un pays touché par une grave crise.

Julie Pontalba, présidente du Mouvement réunionnais pour la Paix accueille les participants. Puis Nathalie Ethève lut le message du Mouvement. Il s'agit de mettre fin au racisme. Cette année a souligné l'existence d'un traitement raciste des réfugiés aux frontières de l'Union européenne. En effet, pendant que les Ukrainiens sont accueillis à bras ouvert, les personnes venues d'Afrique et d'Asie continue d'être victimes de traitements inhumains de la part

d'autorités qui refusent de régulariser leur situation. Les crises sanitaire et économique réveillent des discours racistes.

Le racisme est à l'origine des guerres. Il ne suffit pas de baisser les armes. Il faut une société sans racisme, a-t-elle conclu.

« Construire un avenir meilleur et plus pacifique »

Dominique Rivière de la LDH a rappelé les difficultés auxquelles doivent faire face les Sri-lankais qui veulent se réfugier à La Réunion. Il donna lecture du message secrétaire général ONU : « Nous devrions démanteler les structures qui alimentent le racisme et promouvoir les mouvements de défense des droits humains partout dans le monde. (...)Nous invitons chaque personne à renouveler les liens de solidarité qui nous unissent en tant qu'êtres humains et à retrousser les manches et construire un avenir meilleur et plus pacifique ».

La représentante de Solidarité Réunion Palestine a souligné le combat de Salah Hamouri. Cet avocat de 33 ans a déjà passé 7 ans dans les geôles israéliennes pour le simple fait de dénoncer les exactions d'un pouvoir colonial en Palestine. Elle rendit hommage à « un militant de la paix ».

« Toutes les 4 secondes, une personne meurt de faim, c'est cela le racisme »

Julie Pontalba a salué la lutte du Comité de Solidarité Chagos La Réunion. Depuis de nombreuses années, le Comité milite pour que les Chagossiens reviennent chez eux. Ils furent en effet déportés de leur pays depuis 50 ans à cause de la construction de la base militaire de Diego Garcia.

Professeur à l'Université de La Réunion, Julien Badour a mis en évidence le racisme, conséquence d'une société d'exploitation et de propagande en lieu

et place de l'information.

« La souffrance augmente chaque jour. Les inégalités se creusent. Toutes les 4 secondes, une personne meurt de faim, c'est cela le racisme ». Il conclut sur un message d'espoir : « La Réunion est un exemple qui apporte de l'esérance ».

Selvam Chanemougam de l'association Tamij Sangam abonda dans le même sens, appelant à la bienveillance.

« Éviter le délitement de la société réunionnaise, c'est notre responsabilité »

Pour le député Philippe Naillet, la principale menace à La Réunion est « le risque de délitement de la

CGPER : « Accord commercial entre l'UE et les pays d'Afrique australe : Les agriculteurs réunionnais seront-ils entendus ? »

Alors que se tient une réunion à Madagascar sur l'accord de partenariat économique intérimaire UE-AfOA signé par l'Union européenne, les Comores, Madagascar, Maurice, les Seychelles et le Zimbabwe, la CGPER fait part de son inquiétude. C'est en effet l'ambassadrice de l'UE à Madagascar qui parle au nom de La Réunion. Le syndicat interpelle les pouvoirs publics et les députés au Parlement européen : les intérêts de nos agriculteurs seront-ils pris en compte ? En effet, le rachat par GBH des actifs de Vindemia à Madagascar fait courir un grand risque sur ce point.

Actuellement se tient une réunion à Madagascar sur l'accord de partenariat économique intérimaire UE-AfOA signé par l'Union européenne, les Comores, Madagascar, Maurice, les Seychelles et le Zimbabwe. Les discussions portent sur la facilitation des échanges commerciaux, l'agriculture et les normes sanitaires et phytosanitaires. La CGPER fait part de son inquiétude. En effet, personne à La Réunion n'a communiqué sur cet événement. De plus, c'est l'ambassadrice de l'Union européenne à Madagascar, Isabelle Delattre Burger, qui va parler au nom de La Réunion, car nous sommes une région de l'UE.

Les agriculteurs réunionnais sont pourtant les premiers concernés par ces discussions. La Réunion est en effet la région européenne la plus proche de ces pays.

société à cause de la fracture sociale ». « Les Réunionnais n'en peuvent plus des inégalités. Le danger, ce sont les plus de 150.000 Réunionnais qui ont dû aller chercher un colis alimentaire l'an dernier », souligna-t-il. Il rappela que « cette société réunionnaise a été construite par ceux qui ont refusé la violence et le communautarisme ». « Éviter le délitement de la société réunionnaise, c'est notre responsabilité », conclut-il.

Le rassemblement s'est terminé par la lecture d'un poème lut par la jeune Inès. En conclusion, Julie Pontalba a appelé les participants à être des porteurs de ce message de paix et de lutte contre le racisme.

M.M.

La CGPER interpelle la Chambre d'Agriculture, l'État, les députés européens et la Région : les intérêts de nos agriculteurs seront-ils pris en compte ? Les négociateurs de l'Europe ont-ils bien conscience des conséquences d'une ouverture totale du marché à des produits qui entreront en concurrence frontale avec la production locale ? Des discussions avec l'Europe ont-elles eu lieu à ce sujet ? Quel est le rôle de la COI, dont le secrétaire est un Réunionnais, dans cette affaire ? Quelles sont les garanties dont nos agriculteurs peuvent bénéficier ? Sachant que le Groupe Bernard Hayot a d'importants intérêts à Madagascar depuis qu'il a racheté Vindemia, n'est-ce pas le risque de voir les produits des pays de la zone inonder le marché réunionnais avec des conséquences économiques et sociales dramatiques à prévoir ?

Les agriculteurs réunionnais refusent d'être les variables d'ajustement d'un accord commercial entre l'Union européenne et les pays de la région. Pour la CGPER, ceci montre la nécessité que des représentants de La Réunion puissent participer à ce genre de discussion afin d'être sûr que nos revendications puissent être prises en compte.

Le Président de la CGPER
Jean-Michel Moutama

La lutte des Chagossiens continue au jour le jour

Chagos : mission d'Olivier Bancoult à Londres

Un communiqué du Comité de solidarité Chagos-La Réunion fait part de la dernière mission d'Olivier Bancoult à Londres pour défendre la cause de son peuple, les Chagossiens déportés de leur pays à cause de la construction de la base militaire de Diego Garcia. Le porte-parole du Groupe réfugiés Chagos a notamment rencontré Human Rights Watch et Minority Rights Group, et a participé au lancement du livre de Philippe Sands, « The last colony ».

Cher(e)s ami(e)s de la cause chagossienne, Notre ami Olivier Bancoult s'est rendu il y a quelques semaines en Grande-Bretagne pour une mission en rapport avec la lutte des Chagossiens pour le retour dans leur pays natal. Ce voyage, auquel notre Comité a contribué financièrement, a été l'occasion de rencontrer la communauté chagossienne qui vit dans ce pays.

Rencontres avec Human Rights Watch et Minority Rights Group

Lors de sa visite notre ami Bancoult a pu faire le point de la situation avec deux mouvements qui luttent pour les droits humains : Human Rights Watch association de veille sur les droits humains, et Minority Rights Group, avec qui les Chagossiens sont en contact depuis plusieurs années. Il a été convenu de travailler efficacement à la lutte des minorités pour la reconnaissance de leurs droits naturels.

Cette visite a aussi été l'occasion pour Olivier de participer au lancement du livre de Philippe Sands « The last colony ». Philippe Sands est à la fois écrivain et avocat, et en tant que tel il a assisté le gouvernement mauricien lors du procès de La Haye en août 2018. Un procès devant la Cour internationale de Justice, conclu comme vous le savez par la condamnation quasiment unanime

de la gouvernance de la grande Bretagne concernant les Chagos, validée par les Nations Unies en mai 2019.

Lancement du livre de Philippe Sands « The last colony »

A l'occasion de ce lancement, qui a eu lieu à Edimbourg (Écosse) au Salon international du Livre, Philippe Sands a fait une émouvante plaidoirie de soutien à la cause chagossienne. Olivier Bancoult de son côté, invité à prendre la parole, a retracé le long combat des Chagossiens devant un public de gens de lettres qui a salué son intervention par une 'standing ovation'. En Grande-Bretagne aussi la solidarité envers les Chagossiens progresse...

Signalons que la version française du livre de Philippe Sands « La dernière colonie » a été publiée chez l'éditeur Albin Michel. Il n'est pas exclu qu'au mois de janvier 2023 nous ayons le plaisir de recevoir à La Réunion Philippe Sands pour qu'il présente son livre.

Signalons également que le personnage central du livre n'est autre que Liseby Elizée, grand témoin au procès de La Haye dont le témoignage a été, comme vous le savez, déterminant dans la manifestation de la vérité historique.

Un dernier mot pour vous indiquer que Jérémy Corbyn, l'ancien leader du parti travailliste et l'un des animateurs de l'inter groupe de parlementaires pro-Chagos est toujours motivé dans le soutien des droits du peuple frère.

Georges Gauvin,
président du Comité Solidarité Chagos La Réunion
Alain Dreneau, secrétaire

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Oté

Kan viktime i pass pou priviléjyé, épi priviléjyé konm viktime

Demoune néna in drol dabitide issi la Rényon, sé labitide tape dossi sak lé dann difikilté. Souvan défoi kan demoune i gingn in prime sé dsu zot la plipar d'tan, demoune i komanss tapé. Lé vré ké lo tan lé favorab pou tape dsu le moune an difikilté.

Shak rantré, l'alokasyon rantré éskolèr i pran dann jansiv é bande viktime noute malèz sossyal i aparé konm ki diré bande priviléjyé.

Sa lé vré galman pou demoune i touth lo RSA, pou sak i touth lalokasyon spésifik, talèr le moune i pèrsoi zalokassion familial zot ossi i gingn toute kalité krétik é i di, san prèv la plipar d'tan, ké lo moune i apèl assisté néna tou lé droi, toute lo zavantaz é finalman sak i gingn bien zot vi i pass konm bande viktime la sossyété.

Dopi inn-dé zour kan la komanss anparl fé vnir bande prizonyé maoré issi shé nou, oila ké demoune la komanss anparl linvazyon La Rényon san frote lo zorèye in sèrtin l'éta k'la obliye konstrui bande prizon konm k'i fo, épi mète an plass in politik prévanssyon alé oir lété pa si difissil prévoir lo rézilta d'la politik améné

dann Mayotte. Banna zot ossi toudinkou i aparé konm in bande priviléjyé : bien lojé, bien nourri, bien okipé, ékipé an téléphone portab, ékipé pou rogarde la télé é toute sak i s'ansui.

Parl pi si in bato srilanké i ariv a akoste dann por. So kou issi toulmoune lé dakor pou tonb dsu zot a bra rakourssi. Sito di, sito fé, ala k'i drèss azot in kostar d'priviléjyé. San in bon l'informassion dsu sak i éspass réèlman.

Antanssyon lé zami, la plipar d'tan i fo zamé prande lé shoz par lo pti boutte la lorgnette konmsa. Sak ni atak souvan dé foi la pa ditou bande priviléjyé, la plipar d'tan sé bande viktime lo sossyété impossib l'éta franssé la dress kabaré issi dann loséan indien.

Astèr si zot i panss demoune lé priviléjyé, mi panss i fodré bien konprande lé shoz pou komanssé.

A bon ékoutèr, salu.

Justin